

« LA PROBLEMATIQUE DE L'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES JEUNES EN CÔTE D'IVOIRE : CAS DE LA COMMUNE DE YOPOUGON »

Assamoi Omer YAPI

Socio-criminologue, UFR-SHS, Département de Sociologie et Anthropologie du Développement, Université de Bondoukou (Côte d'Ivoire)

E-mail : assamoiyapi@gmail.com

Résumé

Dans de nombreux pays comme celui de la Côte d'Ivoire, l'insertion socio-professionnelle des jeunes demeure un enjeu crucial, et la commune de Yopougon est un exemple révélateur de cette problématique. Cette étude vise à analyser les obstacles qui influencent l'insertion socio-professionnelle des jeunes dans la commune de Yopougon. Elle répond à l'hypothèse selon laquelle la non-insertion socio-professionnelle des jeunes à Yopougon résulte de leur difficulté à mobiliser des ressources (réseaux, compétences et appui) pour créer des opportunités professionnelles. Pour son opérationnalisation, elle a mobilisé les techniques de recueils de données telles que, la recherche documentaire, l'observation directe et l'enquête-interrogation. Les données recueillies ont été analysées sous des aspects quantitatif et qualitatif. Notre échantillon a porté sur 110 individus composés de jeunes (élèves et étudiants), des responsables d'organisations, des employeurs, des formateurs, des enseignants, des représentants de la société civile et des parents d'élèves. Les résultats de cette investigation montrent que le manque de formation et de qualification des jeunes, la faiblesse des structures d'appui et le manque de connexions sociales sont à l'origine de la non-insertion socio-professionnelle des jeunes à Yopougon.

Mots clés : Chômage ; délinquance ; insertion ; obstacle ; problématique

Abstract

In many countries, such as Côte d'Ivoire, the socio-professional integration of young people remains a critical issue, and the municipality of Yopougon serves as a telling example of this challenge. This study aims to analyze the obstacles affecting the socio-professional integration of youth in Yopougon. It tests the hypothesis that the failure to achieve socio-professional

integration among young people in Yopougon stems from their difficulty in mobilizing resources—such as networks, skills, and support—to create professional opportunities. To conduct the study, data collection techniques including literature review, direct observation, and surveys were employed. The collected data were analyzed using both quantitative and qualitative approaches. The sample consisted of 110 individuals, including young people (pupils and university students), organizational leaders, employers, trainers, teachers, civil society representatives, and parents. The findings indicate that a lack of training and qualifications among young people, inadequate support structures, and a lack of social connections are the root causes of the failure to achieve socio-professional integration for youth in Yopougon.

Keywords: *Unemployment; delinquency; integration; obstacle; issue*

Introduction

La problématique de l'insertion socio-professionnelle des jeunes est un défi majeur auquel sont confrontés de nombreux pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne. En Côte d'Ivoire, ce défi est considérable avec un taux de chômage des jeunes qui atteint des niveaux alarmants. Selon les données de l'Institut National de la Statistique (INS), le taux de chômage des jeunes dont l'âge est compris entre 15 à 24 ans est de 12% en 2020, soit plus du double du taux de chômage national qui est lui de 5.3%. Cette situation est d'autant plus préoccupante car les jeunes représentent un taux national de 75.6% de la population ivoirienne qui a moins de 35 ans selon toujours cette structure.

La commune de Yopougon, située à l'Ouest du district de la ville d'Abidjan, est un exemple révélateur de cette problématique avec une population estimée à 1 571 065 âmes et une population jeune de 1 187 000 personnes selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), 2021. La population jeune de Yopougon, en pleine croissance rapide, est confrontée à des problèmes d'insertion socio-professionnelle particulièrement aigus selon nos enquêtes de terrain. Ces jeunes font face à des obstacles importants pour

accéder à des emplois stables et de qualité, ce qui affecte leur insertion socio-professionnelle. Il est nécessaire de faire remarquer que plusieurs études ont été menées sur la question de l'insertion socio-professionnelle des jeunes afin de saisir les facteurs qui sont à l'origine de leur non-insertion et proposer par voie de conséquence des pistes de solutions. Pour J. Rose (2018 : p.248), l'insertion socio-professionnelle est une notion importante qui permet de comprendre comment les individus s'intègrent dans le monde du travail. Il souligne que l'insertion professionnelle est un processus complexe qui implique plusieurs dimensions, notamment la formation, l'expérience professionnelle et les relations sociales. Toujours pour lui, ce concept est une notion "robuste" qui permet de décrire les trajectoires professionnelles des individus et de comprendre les mécanismes qui les influencent. Il met en évidence l'importance de prendre en compte les dimensions sociétales et processuelle de l'insertion, c'est-à-dire les contextes sociaux et les processus qui façonnent les parcours professionnels. A. Dupray (2020 : pp.1-4), met en évidence l'importance de la notion de "capabilité" pour comprendre l'insertion professionnelle des jeunes. Il souligne que les jeunes doivent avoir les capacités et les ressources nécessaires pour naviguer sur le marché du travail et trouver un emploi qui correspond à leurs aspirations et à leurs compétences. Il pointe également du doigt les inégalités qui existent entre les jeunes en termes d'accès à l'emploi et de trajectoires professionnelles, notamment en fonction de leur origine sociale et de leur niveau de formation. En conclusion, l'auteur considère que l'insertion des jeunes est un processus complexe qui nécessite une approche globale et nuancée, prenant en compte les capacités et les ressources des jeunes, ainsi que les évolutions du marché du travail. Pour F. Lefresne (2024 : p.128), l'insertion professionnelle des jeunes est un enjeu majeur pour les politiques publiques, car elle est liée à la croissance économique et à la cohésion sociale. Elle met en

avant l'importance de la formation et de l'éducation pour l'insertion professionnelle des jeunes. Pour elle, les jeunes qui ont une formation et une éducation de qualité sont plus susceptibles de trouver un emploi stable et de qualité. Dans son étude sur l'insertion professionnelle des jeunes en Côte d'Ivoire, K. Kouamé (2018 : pp.45-67), identifie les facteurs clés qui influencent l'intégration professionnelle des jeunes tels que le niveau d'éducation, l'expérience professionnelle, le réseau social et le secteur d'activité. Pour A. Dadié (2019 : pp.89-104), il y a un manque de formation adaptée au niveau des jeunes ce qui crée un décalage entre les compétences acquises et celles demandées. Il met aussi l'accent sur la concurrence élevée au niveau des jeunes pour l'accès à l'emploi et surtout les difficultés rencontrées par ceux-ci pour se créer une entreprise par manque de moyens financiers. M. Koné (2020 : pp.23-41), analyse l'impact de la formation professionnelle sur l'insertion des jeunes en Côte d'Ivoire. Pour lui, la formation professionnelle est un levier essentiel pour améliorer l'insertion des jeunes mais à condition de l'adapter aux besoins du marché. G. Mauger (2001 : pp.5-24), dans son analyse sur l'insertion professionnelle a montré que les politiques d'insertion peuvent paradoxalement contribuer à la précarisation du travail en créant des emplois atypiques. D'autres, tel que C. Dubar (2001 : p.225), abordent la question de l'insertion professionnelle comme une construction sociale, résultat de négociations entre l'individu et les institutions, influençant l'identité professionnelle. M. Vultur (2010 : pp.59-78), analyse les transformations de l'insertion professionnelle des jeunes, en soulignant l'impact des changements économiques et des politiques publiques sur les parcours professionnels. O. Galland (2011 : p.128), étudie les jeunes et leur rapport au travail, en montrant comment l'insertion professionnelle est influencée par les valeurs, les aspirations et les structures sociales. C. Van De Velde (2008 : p.286), explore comment l'insertion

professionnelle s'inscrire dans le processus de transition vers l'âge adulte, marqué par des incertitudes et des étapes variables selon les contextes sociaux. A. Couvreur (2001 : p.274), par compte, s'intéressent aux parcours d'insertion des jeunes en difficulté, mettant en avant l'importance de l'accompagnement et des dispositifs locaux d'emploi. J. Damon (2012 : p.128), analyse l'insertion comme un enjeu de cohésion sociale et de lutte contre la pauvreté, critiquant l'évolution des politiques d'insertion. Pour S. Beaud (2003 : p.336), explore les expériences des jeunes de banlieues face à l'emploi, soulignant les discriminations, le poids des origines sociales et la difficulté d'accès au travail stable. S. Ponthieux (2010 : pp.62-65), pointe les inégalités de genre et sociale dans l'accès à l'emploi stable. Elle analyse comment les parcours d'insertion sont façonnés par les structures familiales et les politiques d'emploi. Pour S. Lemaire (2009 : pp.7-32), il insiste sur le rôle des politiques publiques et des dispositifs d'accompagnement dans l'insertion, soulignant l'importance de l'individualisation des parcours. F. Dubet (2002 : p.421), analyse l'insertion comme une expérience subjective, où les jeunes négocient leur place dans un monde du travail en mutation. Il met en avant les incertitudes et les inégalités d'accès à l'emploi. Ces différentes études montrent que l'insertion professionnelle des jeunes est un enjeu multidimensionnel, marqué par des incertitudes économiques, des inégalités sociales et un besoin d'accompagnement adapté. Les auteurs convergent sur la nécessité de repenser les politiques d'emploi pour une meilleure inclusion. Il importe de noter que, la majorité de ces auteurs ne mettent pas beaucoup l'accent sur l'importance des connexions sociales comme l'un des éléments déterminants dans l'insertion socio-professionnelle des jeunes en Afrique précisément en Côte d'Ivoire. Cette étude s'inscrit dans le cadre de la théorie du filtre de S. R. Eliason (2019 : pp.45-63) et de la théorie des normes pratiques et de débrouille de J-P. O. Sardan (2024 : pp.155-192). Eliason met en évidence

le rôle déterminant des réseaux sociaux dans l'accès à l'emploi. Selon cette approche, les opportunités professionnelles sont souvent conditionnées par les liens sociaux qui agissent comme des "filtres", facilitant ou limitant l'entrée sur le marché du travail. Dans le contexte de la commune de Yopougon, où l'économie informelle est dominée, cette théorie permet d'explorer comment les jeunes naviguent entre compétences individuelles et connexions sociales pour accéder à l'emploi. En ce qui concerne la théorie d'Olivier de Sardan dans l'explication de notre objet d'étude, cette théorie montre que dans le contexte Ouest-africain, il existe un décalage permanent entre les normes officielles de recrutement basées sur le diplôme et le concours et les normes pratiques qui régissent réellement l'accès à l'emploi. L'insertion ne dépend donc pas uniquement du mérite scolaire mais de la capacité du jeune à mobiliser son capital social c'est-à-dire la famille, l'ethnie, la religion, l'amitié et le "bras long". Cette théorie éclaire la situation à Yopougon où le secteur formel étant saturé, les jeunes activent leurs réseaux pour accéder aux emplois informels. L'informel devient donc un espace structuré par des logiques relationnelles et non par le Curriculum-Vitae (CV). La question qui sous-tend cette étude est :

Quels sont les obstacles qui influencent l'insertion socio-professionnelle des jeunes dans la commune de Yopougon ? À cette question nous formulons l'objectif suivant : Cette étude vise à analyser les obstacles qui influencent l'insertion socio-professionnelle des jeunes à Yopougon. L'hypothèse qui découle de cette étude est : La non-insertion socio-professionnelle des jeunes à Yopougon résulte de leur difficulté à mobiliser des ressources (réseaux, compétences et appui) pour créer des opportunités professionnelles. Ainsi, la présente étude s'articulera autour de trois grandes parties. La première sera consacrée à la présentation du cadre méthodologique. La deuxième partie portera sur l'analyse des facteurs expliquant la

non-insertion socio-professionnelle des jeunes à Yopougon. La troisième et dernière partie sera dédiée à la discussion des résultats à la lumière des théories utilisées avant de conclure.

1. Méthodologie

1.1. Site et participants

Yopougon, érigée en commune par la loi n°80-1182 du 17 octobre 1980, est située à l'Ouest du district de la ville d'Abidjan est la plus grande commune et aussi la plus peuplée avec une population estimée à 1 571 065 âmes et une population jeune de 1 187 000 88 personnes avec une superficie de 164, 2 km² selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), 2021. Selon toujours le RGPH, la ville de Yopougon représente un peu moins d'un quart soit 22,7% de la population totale d'Abidjan estimée à 5 616 633 habitants. C'est une commune très dynamique, connue pour son ambiance populaire, ses zones industrielles et ses quartiers résidentiels. Cette étude a porté sur trois quartiers représentatifs de la commune de Yopougon tels que : Andokoi pour sa zone industrielle, Niangon pour son habitat mixte et Selmer pour son centre commercial. Il importe d'indiquer aussi que le choix de ces trois quartiers se justifie même par leur forte concentration de population jeune et par la diversité des profils socio-économiques qu'ils présentent. Les participants à l'enquête (n=110) se composent de la manière suivante, (tableau n°1).

Tableau n°1 : Caractéristiques et nombre de personnes enquêtées

Categories	Effectifs	Justification du choix
Jeunes (élèves & étudiants)	60	Population âgée de 15 à 35 ans. Ce sont les principaux concernés par l'insertion et les plus exposés aux obstacles d'accès au marché du travail.
Responsables d'organisation	10	ONG (Organisation Non Gouvernementale), AGEPE (Agence d'Étude et de Promotion de l'Emploi), structures d'insertion. Ils donnent une vision institutionnelle des dispositifs et des limites rencontrées.
Employeurs	15	Chefs d'entreprises, patrons de PME, responsables de garages et de commerces. Ils informent sur les critères de recrutement et les besoins réels en main-d'œuvre.
Formateurs	8	Responsables de centres de formation professionnelle et d'apprentissage. Ils évaluent l'adéquation entre la formation et l'emploi.
Enseignants	7	Enseignants du secondaire et du supérieur. Ils apportent une lecture sur la préparation des jeunes au monde professionnel.
Représentants de la société civile	5	Leaders associatifs et communautaires. Ils connaissent les réalités du terrain et les

		stratégies développées par les jeunes.
Parents d'élèves	5	Ils donnent le point de vue de la famille sur l'insertion et les moyens mobilisés pour accompagner les jeunes.
Total	110	

Source : Enquête de terrain, Octobre 2025

Il est important de mentionner que la majorité des personnes enquêtées sont des jeunes dont l'âge est indiqué dans le tableau ci-dessus. Ce choix nous a permis de recueillir leurs perceptions et leurs expériences directes sur les obstacles à l'insertion socio-professionnelle à Yopougon. Les autres catégories nous ont permis de croiser les données et d'avoir une vision du problème. Il est à noter que dans le cadre de la construction de notre échantillon qui est de 110 personnes, nous avons opté pour un échantillon non probabiliste ou la méthode d'échantillonnage par choix raisonné. Car ne disposant pas d'une base de données fiable pouvant offrir la possibilité de construire statistiquement sa représentativité. Cette technique non probabiliste nous a permis de sélectionner de façon volontaire des jeunes de 15 à 35 ans résidant dans les quartiers de Selmer, Niangon et Andokoi et directement concernés par la problématique de l'insertion socio-professionnelle c'est-à-dire les jeunes diplômés sans emploi, les jeunes déscolarisés, les jeunes en formation ou en recherche active d'emploi. Le critère d'inclusion dans l'échantillonnage est d'être âgé de 15 à 35 ans au niveau des jeunes, résider depuis au moins de six mois dans l'un des quartiers de Selmer, Niangon et Andokoi, être sans emploi, en recherche active, en stage ou en emploi précaire ou informel et accepter de participer volontairement à l'enquête. Il faut indiquer que ce choix raisonné a permis d'identifier les différents acteurs. L'enquête

s'est déroulée sur une période de 25 jours dans les trois quartiers de la commune de Yopougon avec l'aide de deux étudiants en Master 2 de Criminologie de l'Université Félix Houphouët Boigny.

1.2. Instruments de recueil des données

Dans le cadre de cette étude, trois instruments de collecte des données ont été mobilisés à savoir : la recherche documentaire, l'observation directe et l'enquête-interrogation. Le choix de ces instruments se justifie par la nécessité de croiser les sources afin d'assurer la validité et la fiabilité des résultats.

1.2.1. Recherche documentaire

La recherche documentaire a consisté en la consultation d'ouvrages scientifiques, d'articles, de rapports d'institutions nationales et internationales, de textes législatifs et de documents administratifs relatifs à l'emploi des jeunes en Côte d'Ivoire. Les structures consultées sont : le Ministère de la Promotion de la Jeunesse de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique, l'Agence d'Étude et de Promotion de l'Emploi (AGEPE), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Bureau International du Travail (BIT), l'Institut National de la Statistique (INS) et le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2021. Cet instrument nous a permis de situer la problématique de l'insertion des jeunes dans son contexte national, de définir les concepts clés et de comprendre les politiques publiques déjà mises en œuvre. Il a également servi de base à l'élaboration du cadre théorique et du guide d'entretien.

1.2.2. Observation directe

L'observation directe a été réalisée sur les sites de l'enquête c'est-à-dire à Andokoi, Niangon et Selmer. Elle a consisté à observer les conditions de vie et de travail des jeunes,

les lieux de regroupements, les petits métiers exercés dans le secteur informel, ainsi que le fonctionnement des centres de formation et des garages. Cette technique a permis de compléter les données issues des entretiens en saisissant des réalités que les enquêtés n'expriment pas toujours verbalement. Elle a notamment aidé à comprendre les stratégies de débrouillardise et les réseaux de solidarité mis en place par les jeunes pour contourner les obstacles à l'insertion. Il importe de noter aussi que cet instrument de recueil des données nous a permis de vérifier sur le terrain les déclarations des enquêtés. Elle a mis en évidence les réalités du secteur informel où la majorité des jeunes de Yopougon s'insèrent, ainsi que les difficultés matérielles telles que : le manque de local, de matériel, d'accès au financement. Ces données viennent appuyer l'axe "Appui" de notre hypothèse.

1.2.3. Enquête-interrogation

L'enquête-interrogation constitue l'instrument principal de cette étude. Elle a été menée à l'aide de deux outils complémentaires à savoir : le questionnaire et le guide d'entretien semi-directif.

1.2.3.1. Questionnaire

Il importe de noter que le questionnaire a été administré à 60 jeunes élèves et étudiants de 15 à 35 ans. Le questionnaire, composé de questions fermées et semi-ouvertes, est structuré autour de trois axes en lien direct avec notre hypothèse.

Axe 1 : Manque de connexion sociale c'est-à-dire, connaissance des dispositifs d'insertion, l'obtention d'emploi par relation et l'appartenance à une association.

Axe 2 : Manque de formation et de qualification c'est-à-dire, niveau d'étude, type de formation/emploi et besoin en stage.

Axe 3 : Faiblesse des structures d'appui c'est-à-dire, accès au financement, difficultés matérielles, accompagnement institutionnel.

1.2.3.2. Guide d'entretien semi-directif

Cet instrument a été utilisé pour les 50 autres enquêtés c'est-à-dire les responsables d'organisation, les employeurs, les formateurs, les enseignants, la société civile et les parents d'élèves. Le guide aborde des thèmes comme les critères de recrutement des jeunes, les difficultés rencontrées par les entreprises à Yopougon, l'efficacité des politiques d'insertion et le rôle de la famille dans l'accompagnement des jeunes dans commune de Yopougon. Cet outil a permis de recueillir des informations qualitatives, des opinions et des témoignages pour approfondir la compréhension des obstacles.

La combinaison de ces trois instruments a permis de trianguler les données quantitatives et qualitatives afin de mieux cerner les obstacles qui influencent l'insertion socio-professionnelle des jeunes dans la commune de Yopougon.

1.3. Méthode d'analyse des données

L'analyse des données collectées s'est déroulée en deux phases complémentaires afin de garantir la fiabilité des résultats et de répondre à notre question de recherche.

1.3.1. Analyse des données quantitatives

Les données issues des questionnaires administrés aux 60 jeunes ont été saisies puis traitées à l'aide des logiciels Excel et SPSS (Statistical Package for the Social Sciences version 26). Le traitement a consisté à organiser, classer et synthétiser les informations recueillies. L'analyse a porté sur la description des caractéristiques de la population enquêtée et sur l'identification des tendances relatives à nos trois facteurs explicatifs c'est-à-dire le manque de connexion sociale, le manque de formation et

de qualification et la faiblesse des structures d'appui. Les résultats issus de ce traitement ont été présentés sous forme de tableau afin de faciliter leur lecture et leur interprétation.

1.3.2. Analyse des données qualitatives

Les données provenant des entretiens semi-directifs réalisés auprès des responsables d'organisation, employeurs, formateurs, enseignants, représentants de la société civile et parents d'élèves ainsi que celle issues de l'observation directe, ont été analysées selon la méthode de l'analyse de contenu thématique. Cette méthode a consisté à lire attentivement l'ensemble des verbatims, à relever les idées récurrentes et à les regrouper autour des trois axes de notre hypothèse. Cette analyse qualitative a permis de saisir les perceptions, les opinions et les expériences vécues par les différents acteurs sur les obstacles à l'insertion socio-professionnelle des jeunes à Yopougon. Elle a également permis d'illustrer et d'approfondir les résultats obtenus par l'analyse quantitative.

Il importe de noter que la combinaison de l'analyse quantitative et de l'analyse qualitative a permis de croiser les points de vue des jeunes et ceux des autres acteurs institutionnels. Cette triangulation a pour but de vérifier la cohérence des informations et de confirmer la pertinence de nos trois facteurs explicatifs dans l'explication de la non-insertion des jeunes à Yopougon.

2. Résultats

La présente partie est consacrée à la présentation, à l'analyse et à l'interprétation des données recueillies sur le terrain dans la commune de Yopougon. Elle constitue le cœur de notre travail car elle permet de vérifier empiriquement l'hypothèse formulée au début de cette étude. Les résultats s'articulent autour de trois axes : voir tableau ci-dessus de

distribution des variables explicatives et de mise en évidence de chaque variable.

Tableau n°2 : Tableau de distribution des variables explicatives

Ville : Abidjan

Commune : Yopougon

Zones enquêtées : Andokoi, Niangon et Selmer

Facteurs	Andokoi Effectifs	Andokoi %	Niangon Effectifs	Niangon %	Selmer Effectifs	Selmer %	Total Effectifs	Total %
Manque de connexion sociale	20	54,05 %	14	38,88 %	18	48,64 %	52	47,27 %
Manque de formation et de qualification	9	24,32 %	10	27,77 %	12	32,43 %	31	28,18 %
Faiblesse des structures d'appui	6	16,21 %	8	22,22 %	4	10,81 %	18	16,36 %
Autres	9	24,32 %	10	27,77 %	12	32,43 %	31	28,18 %
Total	6	16,21 %	8	22,22 %	4	10,81 %	18	16,36 %

Source : Enquête de terrain, Octobre 2025

L'enquête de terrain réalisée auprès de 110 personnes dans la commune de Yopougon précisément dans les quartiers d'Andokoi, Niangon et Selmer vise à identifier et à analyser hiérarchiquement les principaux obstacles à leur insertion socio-professionnelle. Les résultats obtenus et traités à l'aide des logiciels EXCEL et SPSS confirment largement notre hypothèse de départ selon laquelle la non insertion des jeunes résulte de la difficulté à mobiliser des ressources. Le tableau n°2 ci-dessus présente la répartition des réponses des enquêtés selon les variables identifiées. Il importe donc de noter que l'analyse de ce tableau révèle trois niveaux majeurs comme obstacle à l'insertion socio-professionnelle des jeunes dans la commune de Yopougon à savoir : le manque de connexion sociale (47.27% des enquêtés), le manque de formation et de qualification (28.18% des enquêtés) et enfin la faiblesse des structures d'appui soit (16.36% des enquêtés).

2.1. Mise en évidence des variables explicatives

L'explication des variables à travers les discours des enquêtés se situe à trois niveaux comme l'indique le tableau de distribution susmentionné. Il s'agit du manque de connexion sociale, du manque de formation et de qualification et enfin de la faiblesse des structures d'appui.

2.1.1. Manque de connexion sociale

Le manque de connexion sociale ressort de notre enquête comme l'obstacle majeur à l'insertion socio-professionnelle des jeunes à Yopougon soit avec un taux global de 47.27%, il devance largement tous les autres facteurs. Ce constat est partagé dans les trois quartiers étudiés, même si l'intensité varie à savoir : 54.05% à Andokoi, 48.64% à Selmer et 38.88% à Niangon. Ce résultat met en évidence une réalité du terrain à Yopougon, l'accès à l'emploi et aux opportunités ne passe pas d'abord par les diplômes ou par les canaux officiels. Il passe par

le réseau. Dans une commune où le secteur informel domine et où les offres formelles sont rares, le capital relationnel devient la principale ressource pour être informé, recommandé et recruté. Le jeune qui n'a personne pour parler en sa faveur se retrouve automatiquement en marge du circuit des opportunités. À Andokoi, le poids du réseau est particulièrement fort. C'est un quartier populaire de la commune de Yopougon où l'économie repose sur de petites activités familiales, le commerce et la débrouillardise. Dans ce contexte, on ne fait confiance qu'aux proches. Le témoignage d'un jeune de 22 ans résume bien cette situation de blocage : « *Moi je suis à la maison depuis deux ans. Je cherche travail mais je ne sais même pas où aller déposer dossier. Ceux qui travaillent c'est parce que leur oncle ou leur grand frère les a placés. Moi je ne connais personne dans entreprise* ». À travers ces propos, on comprend que le problème n'est pas seulement le manque d'offres, mais surtout l'absence d'accès à l'information. Le réseau joue ici un rôle d'alerte. Sans lui, le jeune ne sait même pas qu'une opportunité existe. Le terme "placés" utilisé par l'enquêté montre aussi que l'emploi est perçu comme une faveur accordée par une relation et non comme le résultat d'un processus de recrutement ouvert. À Selmer, la logique est sensiblement la même mais elle prend une forme plus professionnelle. Selmer concentre de nombreux ateliers, garages et petites entreprises. Le recrutement y est presque toujours informel et se fait par cooptation. Les employeurs expliquent cette pratique par un besoin de sécurité. Un gérant de garage de 41 ans l'exprime clairement : « *Afficher pour chercher apprenti, c'est problème. Tu prends quelqu'un tu ne connais pas, il va voler outil ou bien il va apprendre et puis s'en aller. Moi je prends toujours ceux qu'on me recommande. Au moins si problème il y a, je peux appeler la personne qui me l'a envoyé* ». Ce verbatim montre que le "piston" n'est pas forcément perçu comme une injustice par les employeurs. Il est vu comme une garantie morale. La personne qui recommande

engage sa responsabilité. Cela crée un système fermé où l'entrée dépend de l'existence d'un parrain. Les 48.64% obtenus à Selmer s'expliquent donc par cette culture du recrutement par relation qui exclut d'office tous les jeunes isolés même motivés et compétents. Le quartier de Niangon présente un cas un peu différent avec 38.88% comme le taux le plus bas des trois. Cela s'explique par la présence plus marquée d'ONG, d'association et de projets de jeunesse dans ce quartier. Cependant, même ces structures fonctionnent sur la base du réseau. L'accès aux formations et aux financements passe d'abord par l'appartenance à un groupe. Une présidente d'association de femmes de Niangon le confirme en ces termes : « *Quand on a un projet de formation, on donne la priorité à nos membres d'abord. Parce qu'on les connaît mieux, on sait qui est sérieux. Après si il reste des places on ouvre. Mais ceux qui viennent du dehors, on ne les connaît pas. Donc les prendre est un peu compliqué* ». Ce discours montre que les associations censées aider tous les jeunes, reproduisent-elles aussi une logique de proximité. Elles aident d'abord "les leurs". Le jeune qui n'est membre d'aucun groupe communautaire manque donc une porte d'entrée importante. Le réseau devient ainsi une condition d'accès même à l'aide destinée à lutter contre le chômage. Au-delà de l'accès matériel à l'emploi, le manque de connexion sociale produit des effets psychologiques profonds. Il installe un sentiment d'injustice, de frustration et de découragement. C'est particulièrement vrai chez les jeunes diplômés qui voient des personnes moins qualifiées être employées simplement parce qu'elles ont des relations. Un étudiant en Licence 2 résidant à Andokoi témoigne de cette amertume en ces termes : « *J'ai le BAC+2 mais depuis trois ans je suis à la maison. Mon voisin n'a même pas le BEPC mais il travaille à la mairie parce que son papa est là-bas. Moi j'ai étudié pour rien. Dans ce pays c'est relation ou rien. Vous convenez avec moi qu'il y a un adage ivoirien qui dit que "relation est mieux que diplôme". Donc on*

est là, on espère qu'un jour notre heure viendra ». Ce propos illustre le décalage entre l'investissement scolaire et la réalité du marché de l'emploi. Le diplôme perd de sa valeur face au "bras long". L'expression "relation ou rien" résume la perception dominante chez une grande partie de la jeunesse de Yopougon. Elle conduit certains à abandonner la recherche d'un emploi formel pour se rabattre sur des activités de survie.

En définitive, l'analyse montre que le manque de connexion sociale ne se réduit pas à "ne connaître personne". Il s'agit d'une exclusion structurelle du circuit d'information et de recommandation qui fait fonctionner le marché du travail local. Sur le plan sociologique, Yopougon fonctionne comme une économie de proximité où la confiance personnelle remplace les procédures formelles. Sur le plan économique, le secteur informel qui emploie la majorité des jeunes n'a pas de service de recrutement. Sur le plan social, le réseau est une ressource inégalement répartie qui se transmet de génération en génération. Les jeunes issus de famille déjà insérées héritent de ce capital, tandis que les autres en sont privés. C'est ce triple mécanisme qui explique pourquoi le manque de connexion sociale est le facteur le plus influent dans la non insertion des jeunes à Yopougon.

2.1.2. Manque de formation et de qualification

IL importe de noter que le manque de formation et de qualification arrive en deuxième position avec un taux de 28.18% des réponses. Bien que moins déterminant que le manque de connexion sociale, ce facteur concerne plus d'un jeune sur quatre et constitue un véritable verrou à l'insertion. Les données par quartier montrent des disparités c'est-à-dire à Selmer 32.43%, Niangon 27.77% et Andokoi 24.32%. Ce résultat traduit l'existence d'un décalage entre le profil des jeunes et les besoins réels du marché du travail à Yopougon. Le marché local est dominé par l'informel, l'artisanat, le commerce

et les services de proximité. Or une grande partie des jeunes sortent du système scolaire avec des diplômes généraux sans qualification technique immédiatement exploitable. Le problème ne se situe donc pas seulement au niveau de la quantité de formation mais surtout au niveau de l'adéquation entre la formation reçue et les opportunités disponibles. À Selmer, le taux de 32.43% est le plus élevé. Cela s'explique par le profil des jeunes de se qualifier. Selmer abrite plusieurs établissements scolaires et techniques. Beaucoup de jeunes ont donc le BEPC, le BAC ou même le BTS. Mais ils se heurtent à la réalité du terrain c'est-à-dire les entreprises et les ateliers ne cherchent pas des généralistes, ils cherchent des techniciens. Un responsable de centre de formation professionnel de Niangon explique ce décalage en affirmant ceci : *« On reçoit des jeunes avec le BAC mais qui ne savent rien faire de concret. Ils veulent travailler dans les bureaux mais il n'y a pas de bureaux. Le marché demande des soudeurs, des menuisiers, des coiffeurs professionnels etc. Et ces jeunes n'ont pas ces compétences voire ces qualifications »*. Ce témoignage montre que l'école produit des diplômés alors que l'économie locale demande des artisans. Le jeune se retrouve donc avec un diplôme qui ne lui permet de compétir sur le marché de l'emploi voire de s'insérer directement dans la vie professionnelle. Le problème est aggravé par le caractère très théorique des formations. Même dans les filières techniques, la pratique fait défaut. Un enseignant du lycée technique de Yopougon le déplore en ces termes : *« Le problème c'est que la formation est théorique. Quand ils sortent, ils ne maîtrisent pas les outils. Les patrons préfèrent donc prendre un apprenti qui a trois ans d'expérience que de chercher d'embaucher un diplômé qui doit être formé à zéro. Cela rend donc difficile l'insertion des jeune ici à Yopougon et cela est vraiment déplorable de voir nos jeunes sans travail »*. Ici, l'employeur fait un calcul simple c'est-à-dire la rentabilité immédiate pas de perte de temps. Il préfère un jeune sans

diplôme mais opérationnel à un diplômé qu'il faut former. Cela enferme les jeunes qualifiés dans un cercle vicieux c'est-à-dire pas d'expérience parce que pas d'embauche et pas d'embauche parce que pas d'expérience. À Niangon et Andokoi, la question financière vient s'ajouter au problème de contenu. Les formations qualifiantes coûtent extrêmement cher et sont inaccessibles pour beaucoup de familles. Une jeune fille de 20 ans déscolarisée à Andokoi témoigne en ces termes : « *J'aimerais apprendre la coiffure mais la formation coûte 150.000 f CFA. Mes parents n'ont pas cet argent. Donc je reste à la maison et j'aide ma mère à vendre un peu au marché d'Andokoi ici* ». Ce verbatim montre que le manque de qualification n'est pas toujours un choix. Il est subi par faute de moyens, des jeunes qui ont la volonté d'apprendre un métier mais reste bloquer par les conditions sociales des parents. Le taux plus bas à Andokoi c'est-à-dire 24.32% ne signifie donc pas que le problème est moindre. Il signifie que dans un contexte de grande précarité, l'urgence de manger fait passer la formation au second plan. Il est bon de souligner qu'il existe un problème d'orientation et d'information sur les métiers porteurs d'avenir. Beaucoup de jeunes s'engagent dans des filières saturées sans connaître les besoins du marché. Un chargé de projet d'une ONG d'insertion à Niangon le constate : « *Les jeunes veulent tous être secrétaire, informaticien ou argent de bureau. Mais à Yopougon, ce qui marche c'est la soudure, la plomberie, la restauration, la vente, etc. On leur dit mais ils n'écoutent pas parce que ces métiers ne sont pas valorisés* ». Ce discours révèle que le manque de qualification est aussi un manque de vision. Les métiers manuels sont perçus comme des métiers de "ratés". Nous trouvons donc des jeunes formés dans des domaines où il n'y a pas de débouchés, et des secteurs en tension qui manquent de main d'œuvre qualifiée.

En somme, le manque de formation et de qualification bloque l'insertion des jeunes à Yopougon de deux manières.

Premièrement, il empêche l'accès aux emplois commune et deuxièmement il condamne les jeunes diplômés généraux à la précarité et au chômage car leur profil ne correspond à aucune offre. Si le réseau ouvre la porte, la qualification permet de la franchir et de s'y maintenir. L'absence de cette ressource explique les 28.18% et fait de ce facteur le deuxième frein à l'insertion des jeunes dans la commune de Yopougon.

2.1.3. Faiblesse des structures d'appui

La faiblesse des structures d'appui est citée par 16.36% des enquêtés comme frein à l'insertion des jeunes à Yopougon. C'est le facteur le moins évoqué des trois, mais il reste important car il traduit un sentiment profond d'abandon institutionnel. Les chiffres par quartier se rapprochent à savoir : Andokoi 18.91%, Selmer 16.21% et Niangon 13.88%. Ce résultat montre que les jeunes ne comptent plus sur l'État, les ONG ou les agences d'emploi pour les aider. Le problème ne vient surtout pas seulement de l'absence de structures mais surtout de leur invisibilité, de leur inaccessibilité et du manque de suivi concret une fois que le jeune y entre. À Andokoi, le taux est le plus élevé avec 18.91%. C'est dans ce quartier que déficit d'information est le plus criant. Les dispositifs existent à Abidjan mais ils n'arrivent jamais jusqu'aux jeunes du quartier. L'information circule mal et quand elle circule, elle est perçue comme réservée à ceux qui ont déjà des relations. Un jeune déscolarisé de 23 ans résume bien cette situation en ces termes : *« Moi je cherche travail depuis quatre ans. On parle de l'AEPE à la radio mais je ne sais pas où ça se trouve. On dit qu'il y a projet pour les jeunes mais c'est pour ceux qui ont déjà quelqu'un là-bas. Moi je ne connais pas bureau de ça ici à Yopougon »*. Ce témoignage montre que la structure est connue de nom mais pas dans la pratique. Le jeune ne sait pas où aller, ni comment faire. L'expression "c'est pour ceux qui ont déjà quelqu'un" est révélatrice. Même les dispositifs censés être publics sont

assimilés à la logique du réseau. Résultat, le jeune s'auto-exclut, il ne perd pas son temps à chercher une aide qu'il pense inaccessible. À Niangon, la situation est différente. Le quartier abrite plus d'ONG et de projets de jeunesse, ce qui explique le taux plus bas de 13.88%. Mais paradoxalement, la présence des structures ne règle pas le problème d'accès à l'emploi. Les critères imposés par les bailleurs de fonds excluent les jeunes les plus précaires. Une responsable d'ONG d'insertion l'explique clairement : « *Nous avons des financements pour former 50 jeunes par an. Mais le bailleur exige un niveau BEPC minimum, un extrait de naissance et une contribution de 10000f CFA. Le jeune d'Andokoi qui a quitté l'école en 6^{ème} et qui n'a pas 10000f CFA, on fait comment pour lui ? Le dispositif est bien mais il n'est pas fait pour les plus pauvres* ». Ici on voit la contradiction. La structure veut aider, mais elle est bloquée par des conditions qui filtrent d'office les plus vulnérables. On forme ceux qui ont déjà un minimum de capital scolaire et financier. Les autres c'est-à-dire ceux qui ont décroché tôt et qui n'ont rien, restent dehors. La structure devient donc perçue comme inutile par la majorité des jeunes du quartier. Il importe de faire remarquer qu'un autre blocage vient de l'intérieur des structures publiques elles-mêmes. Elles sont saturées et manquent de moyens. L'AGEPE de Yopougon en est l'exemple. Un conseiller de l'agence décrit la réalité du travail quotidien en affirmant ceci : « *On reçoit 80 à 100 jeunes par jour. On est trois conseillers. On fait des fiches, on donne des conseils, mais pour le suivi individuel et le placement c'est impossible. Le budget pour financer des projets de jeunes est bouclé depuis janvier. On fait ce qu'on peut mais on est limité* ». Ce verbatim montre l'écart entre la mission et les moyens. Avec un tel ratio, aucun accompagnement personnalisé n'est possible. Le budget épuisé dès janvier signifie que les jeunes qui arrivent en milieu d'année n'ont plus accès à aucun financement. Le jeune vient, dépose un dossier et n'a plus de nouvelle de la suite. À force de promesses

non tenues, la confiance se brise. Le jeune préfère alors retourner vers son oncle ou son grand frère qui, lui au moins, peut donner 5000f CFA pour commencer un petit commerce. Il est important de noter que la faiblesse des structures se mesure aussi à travers le regard des parents. Ce sont eux qui orientent ou désorientent les jeunes. Quand un parent perd confiance, il coupe toute possibilité d'insertion par la voie institutionnelle. Une mère de trois enfants résidant à Selmer témoigne de cette désillusion : *« Mon grand fils à fait deux ans de formation en électricité payée par une ONG. À la fin on lui a donné une attestation et on a dit 'bonne chance'. Il est à la maison depuis. Moi je préfère maintenant qu'il parte en apprentissage chez un voisin. Au moins il va manger. Ces structures là c'est pour prendre photo et puis c'est tout »*. Ce témoignage est lourd de sens. La mère a cru au dispositif, elle a laissé son fils se former pendant deux ans. Mais l'absence de stage, de placement et de suivi a rendu la formation inutile. Le résultat de cette formation qui est : "attestation+bonne chance" est vécu comme une trahison. Elle tire donc une conclusion radicale c'est-à-dire mieux vaut l'apprentissage traditionnel chez un voisin. Quand les parents eux-mêmes ne croient plus aux structures, c'est toute une génération qui se détourne de la voie institutionnelle.

Enfin, il est bon de mentionner que les 16.36% ne signifie pas que les structures d'appui sont négligeables. Ils signifient qu'elles sont perçues comme inefficaces. Leur faiblesse aggrave directement les deux autres facteurs. Sans information, le jeune sans réseau ne saura jamais qu'une aide existe. Sans accessibilité, le jeune sans qualification ne pourra pas entrer en formation. Sans suivi, le jeune formé retombe dans le chômage. Les structures ne créent pas le problème, mais elles ne les résolvent pas non plus. Dans ce vide institutionnel, seule la solidarité familiale et communautaire reste. Cela explique pourquoi le manque de connexions sociales arrive en tête avec 47.27%. À Yopougon, les jeunes ont compris une chose c'est-à-

dire pour s'en sortir, il faut d'abord compter sur son réseau, pas sur une structure.

3. Discussion

Les résultats obtenus confirment l'hypothèse selon laquelle la non-insertion socio-professionnelle des jeunes à Yopougon résulte de leur difficulté à mobiliser des ressources telles que : les réseaux, les compétences et l'appui institutionnel pour créer des opportunités professionnelles. En effet, trois variables ressortent de notre enquête à savoir : le manque de connexion sociale (47.27%), le manque de formation et de qualification (28.18%) et la faiblesse des structure d'appui (16.36%). L'analyse de ces résultats à la lumière de la littérature, de la théorie du filtre de S. R. Eliason (2019 : pp.45-63) et de la théorie des normes pratiques et de la débrouille relationnelle de J-P. O. Sardan (2024 : pp.155-192) permettent d'en assurer la confirmation interne et externe de notre étude. Sur le plan interne, nos données quantitatives et qualitatives montrent une cohérence forte entre le discours des enquêtés et les obstacles identifiés. Le réseau est vécu comme le premier "filtre" d'accès à l'emploi. Avec 47.27% de citations, il est l'obstacle le plus cité. Le verbatim "Sans bras long tu n'auras rien" illustre la théorie d'Eliason et celle d'Olivier de Sardan, selon laquelle les liens sociaux agissent comme des filtres qui facilitent ou bloquent l'entrée sur le marché du travail. Cette logique est renforcée par le manque de qualification soit 28.18% : "j'ai le BAC, mais je ne sais rien faire". Les jeunes perçoivent donc clairement qu'ils ne disposent ni du capital relationnel, ni du capital de compétence nécessaire pour forcer les filtres du marché. Il faut mentionner aussi qu'avec 16.36%, la méconnaissance des structures comme l'AGEPE montre que le troisième filtre, celui de l'appui institutionnel, est également défaillant. Les trois ressources manquent simultanément, ce qui

explique le blocage. Sur le plan externe, nos résultats entrent en résonance avec plusieurs travaux tout en apportant un éclairage spécifique au contexte de Yopougon. En ce qui concerne la théorie d'Olivier de Sardan, l'accès aux ressources et aux opportunités ne se fait pas selon les normes officielles (diplôme, concours, CV), il se fait selon les normes pratiques (réseaux, famille, le parti, le piston et la connaissance). Appliquée à Yopougon, cette théorie permet d'expliquer que le blocage vient du décalage c'est-à-dire les jeunes postulent selon la norme officielle mais le marché fonctionne selon la norme pratique, sans "bras long" le diplôme seul ne suffit pas. Selon toujours cette théorie, la débrouille est la réponse à l'insertion des jeunes. Car ne pouvant passer par le formel, les jeunes activent leur capital social. Ils s'insèrent grâce à un oncle au marché, à un grand frère ou à un ami dans le transport, etc. L'informel à Yopougon devient un système d'insertion parallèle basé sur les relations. À Yopougon, l'insertion socio-professionnelle des jeunes s'explique moins par l'adéquation formation-emploi que par la capacité à mobiliser des réseaux. La débrouille relationnelle devient la norme pratique dominante face à l'échec des normes officielles. Le poids du réseau rejoint les analyses de J. Rose (2018 : p.248) et A. Dupray (2020 : pp.1-4), sur la transition école-emploi. Pour Rose, l'insertion dépend moins du diplôme que de la capacité à activer des intermédiaires. Dupray montre que les inégalités d'accès s'accroissent quand les canaux formels sont saturés. À Yopougon, cette saturation pousse les jeunes à dépendre exclusivement du relationnel, ce qui exclut ceux qui n'ont pas de "bras long". Le facteur formation fait écho aux travaux de F. Lefresne (2024 : p.128). Elle explique que l'employabilité repose aujourd'hui sur des compétences opérationnelles et non plus seulement sur le diplôme général. Notre terrain confirme cette analyse car les jeunes des quartiers enquêtés sortent du système scolaire sans savoir-faire directement monnayable. Cela prolonge aussi G. Mauguer

(2001 : pp.5-24), qui montrait déjà que les politiques d'insertions échouent quand elles ne transforment pas la formation en qualité professionnelle reconnue. Il importe de noter que la faiblesse des structures d'appui est documentée par K. Kouamé (2018 : pp.45-67) et A. Dadié (2019 : pp.89-104), dans le contexte ivoirien. Kouamé souligne déjà la faible visibilité des dispositifs publics à Abidjan. Dadié montrait le décalage entre les politiques annoncées et leur mise en œuvre. Notre étude confirme ces constats mais va plus loin c'est-à-dire elle montre qu'à Yopougon cette faiblesse institutionnelle ne se vit pas seulement comme un manque d'information, mais comme une rupture de confiance. Les données qualitatives montrent que les jeunes ne cherchent même plus à s'adresser aux structures. Ce que cette étude apporte de nouveau à la communauté scientifique, c'est la mise en évidence de l'effet de cumul de ces trois filtres dans trois quartiers populaires de Yopougon, avec une approche mixte. Contrairement aux travaux de Rose et de Dupray centrés sur la France, ou de Kouamé et Dadié centrés sur l'échelle nationale, nous combinons données chiffrées et discours pour montrer qu'à l'échelle infra-communale, l'absence de réseau, de compétence et d'appui ne s'additionnent pas mais se renforcent mutuellement. Le jeune sans formation ne peut pas être pris au sérieux par les structures. Et la structure absente ne peut pas compenser les deux premiers manques.

Au regard de l'ensemble de ces résultats, la théorie du filtre de Eliason et celle d'Olivier de Sardan trouvent ici une confirmation empirique solide. Nos données montrent concrètement comment les réseaux sociaux, les qualifications et les dispositifs d'appui fonctionnent à Yopougon comme des "filtres" successifs. Lorsque ces trois filtres sont défaillants, ils bloquent mécaniquement l'accès à l'emploi. Ainsi, l'insertion socio-professionnelle des jeunes ne relève pas uniquement d'un individu, mais bien d'un déficit d'accès aux ressources structurantes du marché du travail local.

Conclusion

Cette étude vise à répondre à la question suivante : Quels sont les obstacles qui influencent l'insertion socio-professionnelle des jeunes dans la commune de Yopougon ? Au terme de notre enquête quantitative et qualitative menée dans les quartiers de Selmer, Niangon et Andokoi, la réponse est claire : la non-insertion des jeunes à Yopougon résulte d'un triple déficit dans la mobilisation des ressources nécessaire pour accéder à l'emploi. L'absence de réseau, le manque de formation qualifiante et la faiblesse des structures d'appui constituent les trois principaux mécanismes de blocage. Loin d'être isolé, ces trois facteurs s'articulent entre eux et se renforcent mutuellement, rendant l'insertion d'autant plus difficile. L'apport principal de cette étude est de montrer comment ces mécanismes s'emboîtent à l'échelle locale. À Yopougon, l'insertion ne dépend pas uniquement du diplôme ou de la volonté individuelle. Elle passe par une chaîne d'accès c'est-à-dire sans réseau on n'a pas l'information, sans qualification on n'est pas recruté, et sans appui institutionnel on ne peut pas compenser les deux premiers manques. En mettant en évidence cette logique d'articulation entre capital social, capital de compétences et capital institutionnel, notre travail éclaire les raisons pour lesquelles les politiques générales peinent à produire des effets concrets dans les quartiers populaires. Cette recherche présente toutefois des limites. Premièrement, l'enquête, bien que menée dans trois quartiers, ne couvre pas l'ensemble de la commune de Yopougon, ce qui limite la généralisation des résultats. Deuxièmement, le caractère transversal de l'étude ne permet pas de saisir l'évolution des trajectoires d'insertion des jeunes dans le temps. Enfin, l'absence de croisement avec le point de vue des employeurs et des structures d'insertion ne permet pas d'avoir une vision complète de l'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi.

Au plan utilitaire, cette étude sur l'insertion socio-professionnelle des jeunes à Yopougon constitue un outil d'aide à la décision pour les autorités municipales et étatiques. Elle permettra à la mairie de Yopougon et à l'AGEPE de mieux adapter les programmes de formation et de financement aux réalités locales du marché informel. Aussi, les résultats de cette étude fourniront aux ONG et partenaires techniques des données fiables pour cibler les jeunes les plus vulnérables. Pour les établissements de formation, l'étude met en évidence l'inadéquation entre les diplômes et les besoins des entreprises, ce qui peut guider la révision des curricula. En matière de prévention sociale, elle permet de réduire les risques de délinquance liés au chômage. Enfin, cette recherche enrichit la littérature scientifique sur l'emploi des jeunes en milieu urbain ivoirien et sert de base pour des études comparatives. Il est bien de noter qu'au regard de ces résultats, trois recommandations pratiques peuvent être formulées. À l'État et aux collectivités locales, il faut déployer des antennes de proximité de l'AGEPE et des missions locales dans les quartiers enquêtés pour rapprocher l'information et l'accompagnement des jeunes. Aux ONG, et centre de formation, il faut mettre en place des formations courtes et professionnalisantes en adéquation avec les besoins du tissu économique local de Yopougon, en y intégrant des stages pour favoriser l'entrée en réseau. Aux jeunes, il faut qu'ils s'organisent en collectif et en association de quartier pour mutualiser l'information en créant des réseaux de solidarité professionnelle et peser davantage dans la demande d'accompagnement. Pour la suite deux perspectives de recherche se dégagent. La première consiste à mener une étude longitudinale pour suivre les trajectoires d'insertion des jeunes à Yopougon après une formation ou un accompagnement, afin de mesurer l'impact réel des dispositifs. La seconde serait de réaliser une enquête comparative entre plusieurs communes d'Abidjan et d'intégrer le point de vue des employeurs afin de

mieux comprendre les logiques de recrutement et les freins du côté de la demande.

Bibliographie

BEAU Stéphane, (2003). *80%...et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, La Découverte, Paris, 336 p.

COUVREUR Alain, (2001). *Jeunes et politiques d'insertion en Afrique subsaharienne*, L'Harmattan, Paris, 274 p.

DADIÉ Auguste, « Politiques publiques et emploi des jeunes en Côte d'Ivoire : entre intentions et réalités », *Revue Ivoirienne de Sociologie*, 2019/14, N°2, pp.89-104.

DAMON Julien, (2012). *Les classes moyennes*, PUF, Coll. "Que sais-je ?", Paris, N°3725, 128 p.

DUBAR Claude, (2001), *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*. Armand Colin, 4^{ème} éd., Paris, 255 p.

DUBET François, (2002). *Le déclin de l'institution*, Seuil, Coll. "L'épreuve des faits", Paris, 421 p.

DUPRAY Arnaud, (2020). *Entrée dans la vie active et inégalités : 20 ans de trajectoires de jeunes*, *Bref du Céreq*, N°400, pp.1-4.

ELIASON Scott Raymond, (2019), « Youth Unemployment in Sub-Saharan Africa: Challenges and Opportunities », *Journal of African Development*, 2019/21, N°2, pp.45-63.

GALLAND Olivier, (2011). *Sociologie de la jeunesse*, Armand Colin, 5^{ème} éd., Paris, 128 p.

KONÉ Mamadou, « État, société civile et développement en Côte d'Ivoire », *Revue Ivoirienne de Sociologie*, 2001/12, N°1, pp.23-41.

KOUAMÉ Kouassi, 2018, « Insertion professionnelle des jeunes diplômés en Côte d'Ivoire : le cas d'Abidjan », *Revue Ivoirienne de Sociologie*, 2018/12, N°1, pp.45-67.

LEFRESNE Florence, (2024). *Les jeunes et l'emploi*, La Découverte, Coll. "Repères", Paris, N°542, 128 p.

LEMAIRE Séverine, (2009). *Parcours de formation et insertion professionnelle des jeunes*, Net. Doc du Céreq, N°58, pp.7-32.

MAUGER Gérard, « Les politiques d'insertion. Une contribution institutionnelle à la définition de la jeunesse », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001/136, N°1, pp.5-24.

OLIVIER DE SARDAN Jen-Pierre, (2024). *État, corruption et normes pratiques en Afrique de l'Ouest*, Karthala, Paris, pp.115-192.

PONTHIEUX Sophie, (2010), « Le capital social », In : Paugam Serge dir. *Dictionnaire des inégalités*, pp.62-65, Armand Colin.

ROSE José, (2018). *Qu'est-ce que le travail des jeunes ?*, PUF, Coll. "Le lien", Paris, 248 p.

VAN DE VAN Cécile, (2008). *Devenir adulte : sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, PUF, Coll. "Le lien social", Paris, 286 p.

VULTUR Mihaela, « De l'école au marché du travail : la construction sociale de l'insertion professionnelle », *Recherche sociographiques*, 2008/51, N°1-2, pp.59-78.